
Le secteur des TIC palestinien

Le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) palestinien reste encore modeste (9 200 emplois, 700 M USD, 5,9% du PIB) et contraint par les restrictions liées à l'occupation israélienne. Il est cependant identifié comme l'un des secteurs les plus prometteurs de l'économie palestinienne, avec un très fort potentiel de développement. Plusieurs incubateurs/accélérateurs et fonds d'amorçage et d'investissements locaux ont été créés durant la décade écoulée, qui constituent aujourd'hui un écosystème dynamique. L'arrivée d'un second opérateur téléphonique à Gaza en 2G et le déploiement de la 3G en Cisjordanie ouvrent de nouvelles perspectives.

Encore modeste, le secteur des TIC palestinien présente des atouts et un potentiel reconnu

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) occupent une place croissante dans les activités économiques et sociales des Territoires palestiniens (TP). Pour une population de près de 5 millions d'habitants, 472 292 lignes fixes téléphoniques (avec un réseau couvrant 800 000 foyers), 375 071 abonnements ADSL et 3,9 millions d'abonnements mobiles sont dénombrés en 2017 en Cisjordanie (hors Jérusalem-Est) et dans la bande de Gaza. Par ailleurs, en 2017, 84,2% des foyers palestiniens ont un « smartphone » (89,8% en Cisjordanie ; 75,5% à Gaza). Les réseaux sociaux comptent 1 250 000 utilisateurs (à raison de 2 heures par jour en moyenne).

Identifié comme l'un des secteurs les plus prometteurs de l'économie palestinienne, le secteur TIC reste encore modeste et contraint par les restrictions liées à l'occupation israélienne. Représentant 0,8% du PIB en 2008, le secteur des technologies de l'information et des communications contribue désormais à hauteur de 5,9% à la formation du PIB (environ 700 M USD), dont 70% pour la partie télécommunications et 30% pour le secteur des technologies de l'information. Il emploie directement près de 9 200 personnes (2 à 3 fois plus pour les emplois indirects).

Le secteur TIC bénéficie d'une main d'œuvre éduquée (3 000 diplômés du secteur IT par an environ, dont 1 000 à Gaza, de 13 universités, dont seulement 10% sont finalement employés dans ce secteur) - même si son adéquation avec les besoins réels doit encore être améliorée - **jeune et relativement compétitive** (coût quatre fois inférieur aux pays occidentaux et Israël, similaire à l'Inde). Il a également bénéficié des investissements de certaines multinationales, comme Cisco (15 M USD pour encourager l'achat par les entités R&D Cisco de services fournis par des entreprises palestiniennes) ou encore de partenariats avec Intel, Oracle, Fortinet, Volvo,...

Il s'est réellement développé avec le lancement en 1995 de l'opérateur télécom historique privatisé en 1997, Palestine Telecommunications Company (PALTEL), qui emploie plus de 3 000 personnes et représente un tiers de la capitalisation boursière palestinienne. L'organisation professionnelle du secteur, *Palestinian Information Technology Association of Companies (PITA)*, recense 250 entreprises, dont 150 membres de l'organisation. Au-delà des services de télécommunications (avec un second opérateur Wataniya depuis 2009) et d'accès Internet, les entreprises palestiniennes proposent la création de solutions logicielles (ou leur adaptation aux marchés arabes), des services Internet, la création d'animations et, plus récemment, des applications mobiles. Elles offrent également des solutions d'externalisation (saisie et gestion de données, centre d'appels, gestion paie et comptabilité,...).

Le secteur TIC fait partie des secteurs identifiés comme étant à fort potentiel de développement, notamment parce qu'il est jugé comme moins impacté par les restrictions sur les mouvements de biens et de personnes (même si de fortes contraintes existent, cf. infra). Le bureau du Quartet estime qu'en 3 ans, le chiffre d'affaires et les emplois du secteur IT pourraient doubler, voire tripler, avec une levée des restrictions. La « Stratégie de développement » du secteur privé palestinien estime que le chiffre d'affaires du secteur pourrait atteindre près de 1 Md USD d'ici 2030 (avec

18 000 emplois directs), en s'intéressant notamment aux externalisations à haute valeur ajoutée, particulièrement sur les marchés arabes.

L'écosystème innovation / numérique se développe

L'écosystème innovation / numérique palestinien se développe. Plusieurs incubateurs/accélérateurs (Leaders, Arabreneur, Gaza Sky Geeks, Gaza Gateway, Rawabi Tech Hub, JEST, Smart X, Bader, Palestine Techno Park...) **et fonds d'amorçage et d'accompagnement** après l'incubation sont présents, mais avec des ambitions et des ressources très variées. Les accélérateurs de startups jouent un rôle clé : ils offrent de nombreux services essentiels et organisent la mise en réseau des startups entre elles, avec les autres parties prenantes de l'écosystème et avec des personnalités et talents agissant comme mentors. **Entre 2009 et aujourd'hui, le nombre de Startups créées (pour l'essentiel dans le domaine des TIC) a connu une croissance de 34% dans les TP.** L'association Leaders, créée en 2008, est l'un des principaux incubateurs/accélérateurs palestiniens. Outre une aide financière et un accompagnement pour l'incubation, elle offre des espaces de travail (Tech Park) pour les start-ups palestiniennes. Le fonds « Palestine for a New Beginning », déclinaison locale, mais indépendante, de l'initiative américaine « Partners for a New Beginning », devenu aujourd'hui Ibtikar Fund, encourage la création d'entreprises innovantes et d'emplois dans les TP. Il accompagne également financièrement (fonds propres) et par des services les entreprises après la phase d'amorçage.

Ces structures sont complétées par des fonds palestiniens de capital-risque et d'investissement, disposant de ressources importantes à l'échelle palestinienne (plus de 200 M USD), qui interviennent dans les étapes ultérieures, comme Sharakat (fonds souverain palestinien PIF), Siraj (Massar Group), Palestine Growth Capital Fund (Riyada), Middle East Venture Capital Fund (Sadara Ventures). L'ex start-up **Yamsafer** (réservation en ligne d'hébergements), qui avait bouclé en juin 2015 son 2nd financement (3,5 M USD), est évaluée aujourd'hui à plus de 300 M USD.

Des initiatives publiques et des bailleurs d'aide complètent l'écosystème privé, visant à placer le secteur TIC à l'avant-garde du développement du secteur privé palestinien. **En 2013, l'AP a créé un Haut Conseil pour l'Innovation et l'Excellence** qui promeut la diffusion des TIC et de l'entrepreneuriat dans ce secteur. Le Haut Conseil est impliqué dans la mise en œuvre du premier plan d'action pour l'innovation pour la période 2017-2019 et développe depuis peu le premier fonds de capital-risque public doté d'1 M USD. **La Banque mondiale** vient, pour sa part, de lancer un programme de 16 M USD pour stimuler le secteur, renforcer la formation aux TIC et soutenir l'accès aux financements pour les start-ups. Par ailleurs, **le projet indo-palestinien Palestine Techno Park** (PTP, à Birzeit/Ramallah) devrait aboutir à la création d'un nouvel espace de développement pour start-ups, et de formation à l'entrepreneuriat et aux TIC.

Du côté français, l'Agence française de développement (AFD) soutient la formation et l'entrepreneuriat dans le secteur numérique en Cisjordanie et à Gaza, en particulier à travers l'initiative « *Supporting sustainable and inclusive growth in the Palestinian territory through digital inclusion* ». Ces dernières années, plusieurs **projets de coopération** ont été conclus avec des **institutions de recherche françaises** dans le domaine des TIC.

Des contraintes fortes limitent le développement du secteur

Des contraintes fortes, liées notamment à l'occupation israélienne, limitent le développement du secteur des TIC avec des conséquences économiques et financières négatives directes et indirectes, pour les opérateurs, les entrepreneurs, les importateurs, et au final pour le budget de l'AP. La Banque mondiale estime à entre 440 M et 1,15 Md USD (1,2 à 3% du PIB) l'impact négatif direct sur les revenus des opérateurs télécom sur la période 2013-2015, du fait de l'absence de 3G et des autres contraintes imposées par Israël (cf. infra.). Pour ce qui concerne le manque à gagner budgétaire pour l'AP, il serait compris entre 70 et 184 M USD sur la même période. L'impact indirect de ces contraintes sur l'économie est, quant à lui, évalué à près de 500 M USD (de PIB manquant) sur la période 2013-2015, notamment en raison de :

- la grande difficulté de mettre en place de nouvelles infrastructures en zone C, sous contrôle administratif et sécuritaire israélien (62% de la Cisjordanie) ou de maintenir le réseau existant, ce qui se traduit par des zones non couvertes ou un manque de réactivité pour réparer les défaillances.

- la concurrence jugée déloyale d'opérateurs israéliens, qui proposaient alors la 3G (et aujourd'hui la 4G) et couvrent parfois mieux les zones mal desservies par les deux opérateurs palestiniens.

- les problèmes d'importation de certains équipements considérés comme étant à double usage, liés à des contraintes imposées principalement aux entreprises et importateurs palestiniens.

Les récentes avancées renforcent la place des TIC dans l'économie des Territoires palestiniens, offrant de nouvelles opportunités d'affaires

L'ouverture récente des services 3G en Cisjordanie suscite de nombreux espoirs. En novembre 2015, huit ans après la première requête palestinienne, les ministres palestinien et israélien des télécommunications ont signé un accord quant à la mise en place d'un réseau de téléphonie mobile 3G par les deux opérateurs palestiniens du secteur (et 2G à Gaza pour le second opérateur Wataniya). En septembre 2016, alors que la mise en œuvre effective tardait à se concrétiser, le gouvernement israélien a annoncé l'allocation d'une bande partagée de fréquence 3G différente de celle annoncée précédemment. Ce changement a induit des coûts et des retards pour les opérateurs palestiniens. Le 6 avril 2017, le « Joint Technical Committee » TIC a défini la part de la bande partagée destinée à une utilisation exclusive par les opérateurs palestiniens et a adopté les modalités de l'utilisation par l'Autorité Palestinienne (AP) et Israël de cette bande de fréquences partagée. Finalement, **les deux opérateurs palestiniens, Jawwal et Wataniya, ont officiellement inauguré leurs services 3G en Cisjordanie le 23 janvier 2018 (l'opérateur Wataniya a déployé ses services mobiles 2G à Gaza en octobre 2017** grâce à l'accord avec les autorités israéliennes relatif à l'allocation de fréquences et à l'entrée des équipements nécessaires à Gaza). Par ailleurs, **la mise en place d'un cadre de régulation des télécommunications** est très attendue. La loi sur les télécommunications, approuvée en 2009, n'est pas encore entrée en vigueur et le régulateur n'a pas encore été mis en place, ses fonctions étant assurées par le ministère des Télécommunications.

Le déploiement de la 3G devrait permettre un accroissement des revenus des opérateurs palestiniens et des conditions plus favorables à la croissance économique et technologique dans les TP. D'après les prévisions, environ 10 000 emplois indirects pourraient être créés tandis que l'Autorité palestinienne (AP) bénéficierait d'environ 100 M USD de recettes fiscales supplémentaires en raison notamment de la revente des fréquences aux opérateurs. Les opérateurs palestiniens prévoient une augmentation rapide de la demande en Cisjordanie vers des services internet et mobile plus rapides, dotés de plus de capacité et moins coûteux. La Banque mondiale souligne le besoin à court terme d'envisager le déploiement d'infrastructures 4G (voire 5G) dans les centres urbains de Cisjordanie.

Le développement du numérique dans les Territoires palestiniens offre de nouvelles opportunités de partenariats pour les entreprises étrangères du secteur. Tout d'abord pour les fonds d'investissements et capitalistes attirés par les « marchés frontières », mais aussi pour les entreprises qui cherchent à sous-traiter certaines activités ou former des partenariats pour développer leur offre en arabe et ainsi élargir leur accès aux marchés du Golfe en particulier, et arabophones en général. Enfin, la montée en gamme des services numériques dans les Territoires palestiniens au cours des prochaines années nécessitera un accompagnement et des partenariats techniques étrangers.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.